

Médias et extrême droite: la grande banalisation

La polarisation de l'agenda médiatique autour d'Eric Zemmour est une matérialisation concrète de trente années de banalisation de l'extrême droite dans et par les médias dominants. Analyse.

Pauline PERRENOT, journaliste
et co-animatrice de l'observatoire des médias Acrimed (Action-critique-médias)

Les médias ne sont pas les principaux responsables de l'enracinement de l'extrême droite en France, produit en premier lieu de différentes crises (politique, économique, sociale) et d'une configuration politique où se conjuguent, sur un temps long, l'orientation néolibérale des politiques publiques, le durcissement autoritaire de l'Etat, le renforcement du nationalisme et du racisme, l'assise du Front national (FN) et l'affaiblissement politique de la classe ouvrière⁽¹⁾. Le pré-ciser d'emblée ne revient ni à « atténuer » notre critique des médias, ni à sous-estimer leur rôle dans la progression de l'extrême droite. Les médias ont bien contribué à sa banalisation et à sa légitimation : il importe d'en comprendre les mécanismes.

Le journalisme politique dominant spé-cule. Triture la tambouille politicienne, commente les élections comme une course de petits chevaux, disserte sur les « passes d'armes » et les « petites phrases », « décrypte » les stratégies de communication, scrute les bruits de couloirs, jongle avec les enquêtes de popularité et les sondages. Cette mise en scène médiatique des enjeux politiques – exacerbée par temps d'élections au détriment, trop souvent, de l'information sur les débats de fond – modèle depuis des décennies

une vision politicienne de la politique qui profite à l'extrême droite : elle contribue à détourner de larges fractions de la population (en particulier dans les classes populaires) de la politique, tout en donnant beaucoup de grain à moudre aux discours « antisystème » factices du FN et de ses affidés.

La politique et l'extrême droite dépolitisées

Conjointement, c'est avec cette même lorgnette que le journalisme dominant a dépolitisé et banalisé le FN et Marine Le Pen depuis 2012. En mars 2019, Nathalie Saint-Cricq⁽²⁾ la déclarait d'ailleurs « *hyper-dédiabolisée* », paraphrasée deux ans plus tard par sa consœur Léa Salamé face au président du RN, Jordan Bardella : « *A force de vouloir banaliser votre discours, n'êtes-vous pas devenu banal ?* »⁽³⁾. C'est ce même traitement superficiel et inconséquent qui, depuis septembre 2021, balise la route d'Eric Zemmour⁽⁴⁾, sans que ce dernier n'ait eu besoin d'officialiser la moindre candidature avant le 30 novembre. Trois mois de course au « scoop ». Trois mois de boursicotages autour de sa place dans les sondages – qui le testent depuis le 5 juillet – et de spéculations sur les bascules et autres « siphonages » d'intentions de vote.

Trois mois au cours desquels les chefferies médiatiques ont placé ce non-candidat sous existence artificielle, faisant de leur propre artéfact... le centre de gravité du débat public⁽⁵⁾. Jusqu'à tancer les responsables politiques qui refusent de se prêter au jeu du commentaire. Jusqu'à infléchir le temps démocratique, faire pression sur le champ politique et les processus représentatifs des partis. Jusqu'à questionner les électeurs de gauche, plus de sept mois avant les élections, sur leur volonté de « faire barrage » à l'extrême droite, quand la prescription du « vote utile » n'est pas déjà de mise⁽⁶⁾. Le tout sans la moindre réaction publique des sociétés de journalistes⁽⁷⁾.

L'autre versant de cette dépolitisation ? La récupération, par les médias d'information générale, d'angles et de sujets intimistes d'ordinaire cantonnés à la presse « people ». Les chaînes d'info rivalisent de « sagas » sur la famille Le Pen, France

« Dans la quasi-totalité des médias, les “diagnostics” historiques de l'extrême droite ne sont plus questionnés mais considérés comme des acquis. En conséquence, seules varient les “solutions”, dont le spectre médiatique acceptable va généralement de la droite à l'extrême droite. »

(1) Ugo Palheta, *La Possibilité du fascisme. France, la trajectoire du désastre*, La Découverte, 2018.

(2) Alors cheffe du service politique de France 2.

(3) France Inter, 28 sept. 2021.

(4) Son puissant capital médiatique a été largement mis à profit. Propulsé par la télévision, Zemmour est salarié par France 2 en 2006, année de parution de son pamphlet masculiniste *Premier sexe*. Journaliste au *Figaro*, il a parallèlement forgé sa stature de « polémiste » à la faveur de « clashes » entre éditorialistes dans l'émission « Ça se dispute » sur i-Télé (entre autres), de 2003 à 2014. Chacun de ses ouvrages a fait l'objet de batailles médiatiques. Sur acrimed.org, voir la rubrique qui lui est consacrée.

(5) « Zemmour : un artéfact médiatique à la Une », acrimed.org, 5 oct. 2021.

(6) « Blanchir Zemmour : mode d'emploi médiatique », acrimed.org, 8 oct. 2021.

(7) « Médias et extrêmes droites : mais que font les rédactions ? », acrimed.org, 24 nov. 2021.

« Il y a bien longtemps que les chefferies médiatiques tolèrent le racisme – pourtant un délit –, auquel elles confèrent le statut d'opinion. La surexposition d'Eric Zemmour en est un symptôme en soi et sa banalisation, un accélérateur. »
(P. Perrenot)



Inter parle de la relation de la candidate à ses chats, *Paris Match* loue les mœurs gastronomiques de Jordan Bardella, et de RTL au *Progrès* en passant par *Le Parisien* ou *Le Figaro*, on débrieife la prestation de Marine Le Pen sur le divan de Karine Lemarchand⁽⁸⁾. Normalisées, ce sont ces routines et leur continuité qui expliquent l'explosion de séquences réactionnaires « exceptionnelles » : rappelons qu'il y a tout juste un an, les grands médias « peopolisaient » l'ex-chef d'état-major des armées, Pierre de Villiers, et s'armaient de sondages pour plébisciter sa candidature en 2022⁽⁹⁾.

La construction des cibles de la peur

La promotion des thématiques fétiches de l'extrême droite dans l'agenda médiatique renforce cette banalisation. En plus de bien souvent occuper la une, ces sujets sont assortis d'effets de cadrage à sens (quasi) unique, qui délimitent le périmètre dans lequel il est possible de penser les questions de l'insécurité – durcir la répression de la délinquance dans les quartiers populaires –, de l'immigration – menace à endiguer –, de l'autorité – nécessité de restaurer tous les pouvoirs déclinants –, et de l'islam – un ennemi intérieur à combattre. La doxa supplée le simple « discours » par voie de normalisation : dans la quasi-totalité des médias, les « diagnostics » historiques de l'extrême droite ne sont plus questionnés mais considérés comme des acquis. En conséquence, seules varient les « solutions », dont le spectre médiatique acceptable va généralement de la droite à l'extrême droite⁽¹⁰⁾.

« On observe une droitisation du champ politique au cours des décennies 1980 et 1990 et une reconfiguration du champ médiatique qui s'est progressivement aligné sur une course aux revenus publicitaires (donc à l'audimat) et sur un mode de traitement de l'information (spectacle) importé de la télévision. »

Le phénomène ne date pas d'hier. Il a tout à voir avec la droitisation du champ politique au cours des décennies 1980 et 1990 et avec la reconfiguration du champ médiatique, qui s'est progressivement aligné sur une course aux revenus publicitaires (donc à l'audimat) et sur un mode de traitement de l'information (spectacle) importé de la télévision. Les pratiques sont éculées : exciter la peur de l'islam à coups de « unes » obsessionnelles, dans la presse hebdo ; tayloriser la production de magazines alarmistes, où la parole est majoritairement captée par les élus et les

institutions coercitives (police, gendarmerie, justice)⁽¹¹⁾ ; accumuler et monter en épingle les faits divers sur fond de « journalisme de préfecture ». Autant de pratiques modelant les imaginaires, agissant sur le réel comme de véritables loupes déformantes. Jusqu'à « l'ensauvagement » : dans les quatre mois ayant précédé le second tour de l'élection présidentielle de 2002, les JT ont consacré « 18 766 sujets aux crimes, agressions sexuelles, braquages, ou aux interventions des forces de police et de gendarmerie, soit 987 par semaine. [...] La presse écrite y avait contribué à hauteur de 25,6 % »⁽¹²⁾. Une tendance redoublée, depuis 2015, par des campagnes médiatico-politiques ultraréactionnaires⁽¹³⁾ – dont la chasse aux « islamo-gauchistes » –, amplifiées à travers tous les canaux d'information, transformant les médias en un rouleau compresseur excluant toute voix dissidente.

L'info low cost : le règne du tout-opinion

À l'ère de « l'actu à chaud », le formatage à bas coût du « débat » médiatique offre une caisse de résonance d'autant plus forte à ces obsessions. Un débat éditorialisé, structuré par la « polémique », le « clash » viriliste, et entretenu par les chaînes d'infos

(8) M6, 5 nov. 2021.

(9) « « Général, nous voilà ! » : les éditocrates avec Pierre de Villiers », *acrimed.org*, 17 nov. 2020.

(10) Le reste n'est voué qu'au discrédit : « Je voulais vous entendre sur l'immigration, vous avez des positions assez dures, loin de l'angélisme de la gauche sur le sujet. [...] Est-ce que vous pensez qu'il y a trop d'immigrés en France ? » (L. Salamé à A. Montebourg, *France 2*, 18 sept. 2021).

(11) Laurent Bonelli, *La France a peur. Une histoire sociale de l'« insécurité »*, La Découverte, 2008.

(12) Jacques Terral, *L'Insécurité au journal télévisé. La campagne présidentielle de 2002*, L'Harmattan, 2004.

(13) Le front des éditorialistes-faucons en 2015 ; l'acharnement contre la manifestation contre l'islamophobie en 2019 ; la chasse aux « islamo-gauchistes » après l'assassinat de Samuel Paty ; la cabale contre l'université et les sciences sociales en 2020. Voir le site *acrimed.org* pour le détail du traitement médiatique de ces séquences.

« Il ne s'agit pas de faire du journalisme, mais de construire le récit d'une actualité chaotique "télégénique" en piétinant la recherche et la littérature scientifique. C'est sur ce type de journalisme-comptoir que prospèrent les intervenants d'extrême droite, ayant toujours fait du scandale et de la provocation une stratégie politique. »

où se concentre le gratin des *fast thinkers*, discutant de tout n'importe comment. Parle-t-on d'immigration ? Des présentateurs revendiquent « *se foutre des chiffres* ». D'« insécurité » ? Des éditorialistes affirment que « *ce qui compte, c'est la perception des Français* »⁽¹⁴⁾. Il ne s'agit pas de faire du journalisme, mais de construire le récit d'une actualité chaotique « télégénique » en piétinant la recherche et la littérature scientifique. C'est sur ce type de journalisme-comptoir que prospèrent les intervenants d'extrême droite, ayant toujours fait du scandale et de la provocation une stratégie politique. Le résultat ? Pas une semaine ne passe sans que des propos racistes ponctuent le « débat public », la plupart du temps sans contradiction. Car s'il est un délit, il y a bien longtemps que les chefferies médiatiques tolèrent le racisme, auquel elles confèrent le statut d'*opinion*. La surexposition d'Eric Zemmour en est un symptôme en soi et sa banalisation, un accélérateur. En septembre 2021, France Info peut encore réaliser un portrait de l'agitateur sans que le mot « raciste » ne soit prononcé une seule fois et sans évoquer ses condamnations pour provocation à la haine – parlant à la place de « *propos controversés* » et de « *polémiques* »⁽¹⁵⁾. Et la dégringolade se fait à vitesse grand V : aujourd'hui, le service public met à l'agenda la question du « *grand remplacement* »⁽¹⁶⁾, légitimant de fait une fumisterie raciste naguère cantonnée aux tréfonds de la fachosphère – et à l'émission d'Alain Finkielkraut sur France Culture.

Si l'extrême droite est en croisière, c'est aussi qu'elle dispose de nombreux porte-parole, « bons clients » et salariés des grands médias, en plus de leurs propres titres et canaux sur le Web. A cet égard, la complaisance des directions médiatiques vis-à-vis de Zemmour ne saurait cacher la forêt : la surexposition de journalistes réactionnaires et d'extrême droite (blogueurs de la fachosphère inclus), « intellectuels » et philosophes médiatiques racistes, adeptes du « on-ne-peut-plus-rien-dire »,

sans oublier le rôle des militants de « l'extrême centre »⁽¹⁷⁾, qui partagent (et alimentent) une partie des obsessions de l'extrême droite. Leur point commun ? Un solide capital médiatique, et d'amples connexions avec la bourgeoisie politique et économique, dont la trajectoire de *Valeurs actuelles* constitue un exemple exemplaire⁽¹⁸⁾.

Lutter contre un pluralisme en berne

Rentrée après rentrée, les « mercatos » médiatiques favorisent ces mouvances réactionnaires⁽¹⁹⁾, marginalisant toujours plus les personnalités à l'opposé de l'échiquier politique : journalistes (en particulier indépendants), acteurs issus de la sphère politique, associative ou intellectuelle, en capacité d'apporter une contradiction étayée aux thèses sécuritaires et xénophobes, militants antifascistes et antiracistes, ou simplement les personnes

régulièrement visées par les matraquages islamophobes et racistes⁽²⁰⁾.

Et l'anémie du pluralisme est structurelle : en dehors des périodes d'hystérie sécuritaire, où les grands médias n'ont d'autres yeux que pour les « spécialistes de l'ordre », la mutilation des débats frappe tous les sujets, selon des découpages souvent binaires (« pro » *versus* « anti ») qui profitent à l'extrême droite depuis des décennies. La construction médiatique d'un second tour Macron-Le Pen (depuis le lendemain de l'élection de 2017), comme celle d'un « cercle de la raison » libérale contre « les-populismes » (en un seul mot), en sont de bons exemples, d'où la gauche radicale et critique sort systématiquement discréditée⁽²¹⁾. Discredit auquel auront contribué, enfin, les vingt-cinq dernières années de casse médiatique des mouvements sociaux⁽²²⁾, dont l'extrême droite aura sans doute, là encore, récolté quelques fruits...

La prédation capitaliste sur l'information aggrave l'ensemble de ces processus. Alors que la concentration générale des médias s'intensifie, l'empire de Vincent Bolloré, en particulier, s'accroît, dans l'indifférence totale des pouvoirs publics et du CSA. Eclosent ainsi des canaux de la haine, CNews en tête, où se conjuguent management ultra-autoritaire, ligne éditoriale en soutien à Zemmour et politique de réduction des déficits. Un business du racisme et de la xénophobie, en somme, que Bolloré n'est pas le seul à faire « fructifier »⁽²³⁾.

Loin d'être inéluctable, ce mouvement de fond est le résultat d'une configuration spécifique du champ médiatique. Un système assujéti aux contraintes capitalistes et aux rapports de concurrence commerciale, dans lequel des dirigeants socialement homogènes concentrent l'essentiel du pouvoir éditorial. Un système saigné par des politiques d'austérité qui ne font qu'appauvrir l'information, renforcent les dépendances des journalistes à l'égard des institutions, sacralisent les dispositifs médiocres et le commentaire au détriment de l'enquête ou du reportage. C'est précisément parce qu'il n'est pas inéluctable qu'il peut – et doit – être combattu : notre association lutte depuis 1995 pour une transformation radicale des médias et pour poser, à nouveau et enfin, les questions de l'information et de la culture comme des questions démocratiques et politiques de premier plan. ●

(14) « Chaînes d'info : l'extrême droite en croisière », *acrimed.org*, 6 oct. 2020.

(15) Dans la même veine, présentateurs et éditorialistes continuent de soumettre le racisme de Zemmour à l'*opinion* des élus : « *Est-ce qu'il est raciste Eric Zemmour ?* » (J.-B. Boursier face à C. Jacob, BFM-TV, 26 sept. 2021) ; « *Quand on provoque à la haine raciale, est-ce qu'on est raciste ?* » (E. Martichoux et Y. Thérard face à E. Ciotti, LCP, 27 sept. 2021).

(16) France 2, « Elysée 2022 », 23 sept. 2021.

(17) Barbier, Enthoven, Couturier et Fourest sont sur un bateau », *acrimed.org*, 14 oct. 2021.

(18) « *Valeurs actuelles* : une légitimation médiatique de (très) longue date », *acrimed.org*, 24 nov. 2020.

(19) En 2021, France Inter recrutait par exemple comme éditorialistes Alexandre Devecchio (FigaroVox) et Etienne Gernelle (*Le Point*), deux hérauts de la pensée réactionnaire.

(20) En 2019, au moment où Julien Odoul (RN) agresse verbalement une mère de famille portant le voile en plein conseil régional, les quatre chaînes d'info ont consacré quatre-vingt-cinq débats sur ce sujet : deux-cent-quatre-vingt-six intervenants, et aucune femme portant le voile (*Checknews*, 17 oct. 2019).

(21) *Médiacritiques* n° 40, « Médias et travail », oct.-déc. 2021.

(22) Notre récent ouvrage, *Les Médias contre la rue* (éditions Adespote), en dresse le bilan.

(23) Lire la contribution d'Acrimed au rapport annuel 2020 de la CNCDH sur le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, disponible en ligne.